

COMPTES RENDUS

Sur les traces d'Hercule. Textes de Maurice Pezet. Photographies de Georges Glasberg (Paris, 1962, éditions des Deux Mondes).

On nous offre ici un magnifique livre d'images reproduisant la plupart des monuments antiques médiévaux de Provence et de Languedoc. Pour justifier le titre, Maurice Pezet a écrit une introduction sur le mythe d'Héraclès et le tracé de la « Voie héracléenne » en Gaule. La suite du texte, qui sert de commentaire aux illustrations, s'adresse au touriste éclairé et décrit brièvement toutes les œuvres d'art qui se présentent le long de la voie dite Aurélienne et de la voie Domitienne, de la Turbie aux Pyrénées, sans s'interdire les digressions à droite ou à gauche pour la visite d'une abbaye, d'une chapelle, d'une ruine romaine, jusqu'à Lérins et à Marseille par exemple. Pour la traversée de la Provence, M. Pezet a naturellement pris pour guides les travaux de Fernand Benoit (qui a spécialement étudié la légende d'Héraclès dans un substantiel article de *Lettres d'Humanité*, 1949) et de Henri Rolland. L'auteur est donc d'ordinaire bien informé ; il reste toutefois fidèle aux théories aujourd'hui périmées sur l'emplacement de la victoire de Marius dans la région de Pourrières (p. 54). Des cartes clairement dessinées et de bons plans de villes romaines (Fréjus, Aix, Arles) permettent au lecteur de s'orienter. Mais si l'on s'attache à la légende d'Héraclès, comme le titre y invite, on sera déçu par la carte de la page 14 qui demeure bien sommaire : on aurait aimé une localisation plus précise de tous les souvenirs du héros légendaire à travers la Gaule du sud, dont les traces sont signalées dans le texte, mais au milieu d'une foule d'autres indications. L'ouvrage est cependant intéressant pour le grand public, et les photographies de Georges Glasberg sont tout à fait remarquables.

Jean-Rémy PALANQUE.

Carte des diocèses d'Arles, Marseille et Toulon (Valence, Barrère, route de Romans), 3 F.

Lors du Congrès de Martigues, M. J. de Font-Réaulx a présenté la carte au 200.000^e des diocèses méridionaux de la province d'Arles, les autres étant réservés à une seconde carte. Suivant la règle de ces éditions, ces cartes reflètent la situation des diocèses telle que nous les font connaître les poullés, dont les plus anciens ont été édités par Clouzot ; les autres mentionnés, sauf quelques exceptions, dans la préface de son volume, consacrée aux poullés des provinces d'Aix, Arles et Embrun. C'est

dire que la documentation très convenable pour Arles, l'est moins pour Marseille, et plutôt indigente pour Toulon, et que la cartographie concrétise la situation du *xiv^e* siècle à laquelle se sont superposées les fondations plus récentes. Dans les marges sont reproduits les plans religieux d'Arles, Marseille, Toulon, Beaucaire, Hyères et Salon. Patrons et vocables accompagnent les localités bien qu'il ait fallu choisir entre les indications variables suivant les temps et aussi les sources.

La liaison très étroite entre ces cartes et les poullés a engagé M. de Font-Réaulx à compléter cette présentation par des données statistiques. Ces trois diocèses se caractérisent par une énorme prépondérance urbaine, du chef-lieu, et même pour Arles du territoire lui-même. Ces trois diocèses sont modestes en surface et, surtout avant le progrès démographique du *xviii^e* siècle, en population : Arles a alors environ 69.000 âmes pour 2.450 m²; Marseille, 127.458 pour 1.177 km²; Toulon, 47.232 pour 1.063 km² (chiffres d'habitants en 1765 d'après le dictionnaire d'Expilly). Le revenu officiel d'Arles, satisfaisant au Moyen Age avec 3 lb. 12 s. au kilomètre carré n'a pas varié en 1516 malgré la dépréciation des monnaies, et n'est que de 94 lb. en 1760, au-dessous de la moyenne. Marseille est bien pourvue avec 6 lb. 14 s. au début du *xiv^e* siècle, supérieur au chiffre de 1516, mais arrive à 295 lb. en 1760. Toulon part de 3 lb. 1 s., double en 1516 (6 lb. 16 s.) et arrive à 158 lb. 15 s. en 1760, grâce au développement du chef-lieu.

E. BARATIER.

Atti del XV convegno storico toscano [tenu à Aix]. I rapporti fra Italia a Francia del 1815 al 1848 dans Rassegna storica toscana, tome VIII (1962), fasc. 2, Florence, Olschki, in-8°, p. 100-262.

Sur l'initiative de l'Université d'Aix, la Société toscane pour l'histoire du Risorgimento a tenu son *XV^e* congrès en Provence du 12 au 15 septembre 1962. Ce congrès, prévu au printemps et qui avait dû être renvoyé à l'automne en raison d'une grève des chemins de fer, a connu un beau succès, grâce aux efforts conjugués du professeur Gulral et du directeur Baldini de l'Institut italien d'Etudes de Marseille.

Au cours de la première journée, les congressistes venus de Toscane mais aussi de diverses régions d'Italie et de France, furent accueillis au siège de l'Institut pour l'inauguration et une première séance de travail. Après une réception à la Chambre de Commerce et une visite de la ville et du port de Marseille, le congrès se transporta à Aix où les communications furent données les 13 et 15 septembre aux nouvelles facultés : le 14 étant consacré à une excursion à Arles, Avignon et aux Baux.

Pour la première fois, une société historique régionale d'Italie tenait en France son congrès et c'est un honneur pour la Provence d'avoir été choisie pour ces assises. Les conférences présentées à ce congrès viennent d'être publiées dans *Rassegna storica toscana*, périodique semestriel de la société. Trois d'entre elles nous intéressent plus particulièrement.

L'étude consacrée par M. Vovelle, assistant à la Faculté des Lettres d'Aix, sur le choléra en Italie, complète heureusement l'ensemble des articles parus en 1958 ¹ qui ne traitaient à côté de la France que de l'Angleterre et de la Russie. La source en est les rapports des ambassadeurs et agents consulaires français en poste dans les Etats italiens conservés aux Archives des Affaires Etrangères.

L'épidémie qui terrorisa les Etats italiens de 1835 à 1837 est fille de celle qui sévit à Marseille et se propagea vers Gênes par Toulon et Nice pour s'étendre ensuite sur les deux versants de la péninsule jusqu'à la Sicile. Les documents utilisés par M. Vovelle sont pleins d'intérêt. Bien entendu, ils ne donnent, comme l'auteur l'indique qu'un tableau de l'Italie vue par des Français, des Français dont l'esprit voltairien (Stendhal, consul à Civita-Vecchia est souvent cité) et le complexe de supériorité, ne font pas des observateurs parfaitement objectifs. Mais les renseignements sur la marche du fléau et sur ses effets abondent et nous révèlent, dans un parcours complet à travers la mosaïque des états italiens, les dispositions diverses des autorités, la mentalité des populations, les résonances sociales, économiques et politiques de l'événement qui, en ébranlant profondément la péninsule, ne fut sans doute pas étranger aux solutions que de son côté le Risorgimento préparait.

L'originalité de l'étude de M. Salvo Mastellone est d'ajouter aux travaux parus sur l'aspect politique des mouvements de réfugiés italiens à l'étranger, un essai d'analyse des milieux sociaux auxquels appartiennent les émigrés repliés en France entre 1816 et 1847 ². L'auteur se défend d'ailleurs de prétendre expliquer les théories politiques professées par l'appartenance à un certain milieu social. Cependant, de l'esquisse à laquelle il se limite, ressortent à la fois des précisions et des nouveautés.

Deux moments consécutifs à des insurrections manquées marquent les pointes de l'émigration italienne en France. Dans le premier qui se place en 1821, on distingue nettement deux groupes de réfugiés : les uns, gens de bonne compagnie, partisans de l'institution d'un régime constitutionnel à deux Chambres du type français et anglais, sont des nobles, de grands propriétaires, de hauts fonctionnaires ; les autres tiennent pour la Constitution espagnole de 1812 à une seule Chambre : parleurs de cafés à grande barbe, ils appartiennent à la classe moyenne des avocats, médecins, professeurs. L'écrasement par la France de la Révolution libérale espagnole détruit les espérances des Italiens, morcelle leurs groupes, les contraint, dans le climat de réaction générale à se réfugier au sein de sociétés secrètes.

La Révolution française de juillet relance les espérances ; mais les souverains de Turin et de Naples se refusent aux gestes demandés ; l'Autriche écrase l'insurrection des « Provinces unies ». La réaction jette en France de nouveaux réfugiés. Ceux-ci, 2.000 en tout, dit M. Mastellone, en y comprenant les anciens émigrés, glissent sous le coup des déceptions italiennes et l'influence des républicains français vers les programmes démocratiques. Ici se pose la question.

1. *Le choléra, la première épidémie du XIX^e siècle, étude collective* (Bibliothèque de la Révolution de 1848), t. xx, 1958.

2. *La composition sociale de l'émigration italienne en France (1816-1847)*.

Cette démocratisation des éléments émigrés correspond-elle à un changement de milieu social ? La question nous intéresse d'autant plus que beaucoup de ces nouveaux venus ont débarqué à Marseille, et y ont séjourné, tel le plus célèbre d'entre eux Mazzini qui, selon le mot du ministre de l'Intérieur, sut, grâce à ses relations, s'y ménager longtemps un asile impénétrable. Pour éclaircir le problème, l'auteur a recours à défaut des archives marseillaises où les listes de réfugiés ont été détruites, aux dépôts de Vienne et de Turin qui donnent, avec des indications d'âge et de profession, les noms des réfugiés italiens bénévolement communiqués, paraît-il, par la police de Marseille aux consuls d'Autriche et de Piémont de la ville.

On y apprend que, parmi les nouveaux arrivés (400 d'avril à décembre 1831), à côté d'une majorité de militaires (250 officiers et sous-officiers) et d'une cinquantaine de membres de professions libérales, figurent pour la première fois des gens du peuple (ouvriers, artisans, boutiquiers) et que la plupart des réfugiés sont jeunes (moins de 40 ans). L'auteur voit dans ces deux faits nouveaux une possible explication de l'impatience des réfugiés, de leur espoir d'obtenir des résultats rapides au moyen de nouvelles insurrections et de la formation de nouvelles sociétés qui, rejetant les rites compliqués de la Charbonnerie, s'organisent à la manière des sociétés républicaines françaises. De plus, ils débordent des cadres purement constitutionnels où les émigrés de 1821 enfermaient leurs divergences et forment des programmes hardis d'esprit républicain, susceptibles de passionner et d'entraîner les masses. Ainsi la Société des « Vrais Italiens » de Buonarrotti et Ciacarelli expose un programme démocratique, fondé sur la souveraineté du peuple et l'égalité, et Mazzini, animateur de la « Jeune Italie », lance un objectif national : indépendance et unité de la patrie à la réalisation duquel il appelle tous les groupes sociaux. L'échec en 1834 de l'expédition prématurée de Savoie sonne le glas des illusions, disperse les dirigeants et les troupes, rend la première place dans l'émigration aux éléments modérés et patients (aristocratie libérale, grande et moyenne bourgeoisie) qui n'attendent plus rien que de « l'action lente et persuasive du temps ».

M. Guiral a choisi pour sujet de sa communication : *Marseille et l'Italie de 1815 à 1848*. La question extrêmement large recoupe quelques unes de celles traitées par les autres congressistes et l'auteur ne se flatte pas de l'épuiser, « échantillonnage plutôt que travail exhaustif », écrit-il lui-même en conclusion. Mais ce survol qui propose des vues d'ensemble et des ouvertures sur des études à entreprendre est, comme on pouvait l'attendre du talent et de la compétence de l'auteur, plein d'attrait et d'intérêt.

Marseille, voisine de l'Italie, centre du trafic méditerranéen, lieu de passage ou de séjour de commerçants, de navigateurs, de pèlerins, de touristes, de réfugiés politiques, de travailleurs en quête d'un emploi ; Marseille, ouverture de notre pays sur la péninsule qui fut, pendant 20 ans avant 1815, une annexe de la France et dont l'esprit, l'aspect offrent avec la sœur latine tant d'affinités, a avec l'Italie dans ces années qui suivent la chute de Napoléon et précèdent les grands mouvements de l'unité, de multiples relations dans tous les domaines, intellectuel et artistique, religieux, politique, économique.

M. Guiral signale au passage M. de Montgrand, maire de Marseille et

fidèle traducteur de Manzoni, l'italien Longo Mazzino, président à la fin de la Monarchie de juillet, de *l'Athénée ouvrier* de Marseille où Lamartine fut acclamé, notre poète Joseph Autran, voyageur à Rome, les troupes de chanteurs italiens qui venaient chaque année, pendant les mois d'été, rafraichir de *leurs fantaisies vocales* les soirées de notre grand théâtre (Stendhal y écouta dans l'enchantement *Norma* et la *Semiramide*) ; les passants illustres partant pour l'Italie, tel Lamennais, en venant chez nous d'Italie pour tenter la fortune, telle la duchesse de Berry en quête d'un trône, Mazzini en quête d'une révolution et le pape Pie IX qui y fut invité par l'évêque Monseigneur de Mazonod, mais préféra Gaète à Marseille ; puis les travailleurs saisonniers (20.000 au lendemain de 1830 selon M. Mastellone) venant en France pendant les mois d'été pour y gagner de quoi faire vivre au retour leur famille et ces ouvriers terrassiers, piémontais pour la plus grande part, qui creusèrent les tranchées, percèrent les tunnels, édifièrent les aqueducs, les viaducs de la voie ferrée d'Avignon et du canal de Marseille ; et encore ces pittoresques personnages transalpins des rues de Marseille, « les porteuses génoises aux bras oscillatoires », décrites par notre poète Barthélemy, les petits marchands de statuettes appelées *santibelli* et les *pifferari* qui couraient après les équipages sur notre Prado tout neuf. L'article signale encore l'intérêt porté par les journaux marseillais aux affaires d'Italie, les défiances des uns à l'égard des monarches fermés aux réformes, l'attitude nuancée de la légitimiste *Gazette du Midi* à l'égard de Rome et les vœux prophétiques du *Peuple Souverain*, journal républicain, sur une unité italienne à réaliser avec l'aide et sous l'égide de la France.

La partie principale de l'article est consacrée aux relations économiques. On y voit que les rapports commerciaux, variables selon les différents Etats italiens ont été continus ; gênés souvent par les systèmes de protection réciproques, par les quarantaines lors des épidémies, mais soutenus par la proximité, l'ancienneté des relations, l'établissement à Marseille d'actifs négociants et industriels italiens et le caractère complémentaire de l'économie des deux pays. Marseille reçoit de l'Italie des matières premières d'industrie : textiles, peaux, soufres, huiles et des grains ; elle envoie des produits de ses fabriques : sucres, tissus, savons, avec des vins et des produits coloniaux.

La navigation tisse entre les ports des deux pays un réseau serré de relations : le premier vapeur entré dans le port de Marseille (en 1818) est italien. Plus tard les chantiers navals marseillais construiront pour le compte du roi de Naples. Le peu qu'on dit ici de cette partie de l'étude de M. Guiral, suffit à montrer l'ampleur de la matière et à faire désirer la parution rapide de l'ouvrage que l'auteur doit écrire sur le commerce de Marseille au XIX^e siècle dans les publications magistrales entreprises par la Chambre de Commerce de notre premier port.

F.-L. TAVERNIER.